

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«Nous ne pouvons nous contenter de nous en remettre à un groupe de vingt pays censément élus»

Discours prononcé par Doris Leuthard, présidente de la Confédération, devant le corps diplomatique accrédité en Suisse lors de la Réception de Nouvel-An



Doris Leuthard, présidente de la Confédération

Monsieur le Nonce,
Madame la Conseillère fédérale,
Madame la Présidente du Conseil national,
Madame la Présidente du Conseil des Etats,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Vous connaissez tous notre Helvetia nationale, armée de sa lance et de son bouclier, et peut-être même avez-vous son effigie sur vous, puisqu'elle figure sur plusieurs pièces de monnaie, dont notamment la pièce de deux francs – et cela, sans que le motif ait connu la moindre altération depuis 1874!

Cette constance, est à mon sens l'une des caractéristiques de la Suisse. Certes, la crise économique et financière qui a secoué le monde l'an dernier ne nous aura pas épargnés, et nos entreprises auront, elles aussi, été frappées par la récession. Au point que la Suisse, comme d'autres pays, a dû se résoudre à apporter un soutien massif à l'un des acteurs majeurs de son secteur bancaire.

Il n'en reste pas moins que la Suisse, dans les vicissitudes de l'année 2009, s'est battue vaillamment: ainsi, lorsque le Conseil fédéral a décidé en mars de l'an dernier que la Suisse reprendrait la norme de l'OCDE sur l'échange d'informations en matière fiscale, ce ne sont pas moins d'une douzaine de conventions de double imposition qui ont été adaptées au pas de charge, et d'autres sont appelées à suivre. Toujours en 2009, nous avons pu étendre à d'autres partenaires notre réseau d'accords de libre-échange, et nous avons notamment été le premier pays européen à conclure un tel accord avec le Japon. Enfin, main dans la main avec les cantons, la Confédération a pris des mesures de stabilisation prévues pour générer en 2009 et 2010 des impulsions conjoncturelles à hauteur de quelque 3% du PIB. Ce faisant, nous avons été particulièrement attentifs à ne pas nous laisser entraîner dans une spirale déficitaire grâce au garde-fou que représente le frein à l'endettement. C'est ainsi que la Suisse s'est hissée au rang de pays le plus compétitif du monde, et de pays le plus innovateur d'Europe.

Cette année encore, hélas, Helvetia devra fourbir ses armes pour relever des défis qui s'annoncent nombreux, et dont je n'en citerai ici que trois:

1. D'abord, gérer l'après-crise financière de façon fiable. Suite aux événements de ces quinze derniers mois, il est hors de question de reprendre l'ordre du jour comme si de rien n'était. Au contraire, il s'agit de repenser le système international dans son entier, de mettre sur pied des règles applicables à tous les acteurs de la finance mondiale. Surtout, nous devons nous assurer que ces règles seront appliquées effectivement et partout.

Mais nous ne devons pas en même temps céder à une paranoïa qui verrait derrière chaque déposant un fraudeur en puissance; et derrière chaque banque, un complice: le



Les diplomates dans la salle des pas perdus du Palais fédéral. «Helvetia ne pourra, à elle seule, résoudre tous ces problèmes. Et l'Oncle Sam ne le pourra pas non plus, pas plus que ne le pourront la Mère Russie ou Marianne. Il est de notre responsabilité collective d'apporter à une crise globale, une réponse globale: aussi est-ce la «famille» tout entière qui doit se retrousser les manches, en veillant à n'exclure personne.» (photo thk)

Conseil fédéral est favorable à des mécanismes juridiques qui promeuvent la confiance et la transparence, mais qui soient déclençables sur soupçon uniquement.

2. Ensuite – deuxième défi –, mettre l'accent sur l'emploi. La Suisse a laissé quelques plumes dans la crise financière. Il lui faut maintenant se préoccuper de sa ressource la plus précieuse, qui est le capital humain. Plusieurs études affirment en effet que le chômage pourrait bien cette année, pendant plusieurs mois, franchir la barre des 5% (prévisions 2010: 4,9% en moyenne). Aussi le Conseil fédéral a-t-il d'ores et déjà adopté un train de mesures pour favoriser l'insertion ou la réinsertion rapide des jeunes et des chômeurs de longue durée: espérons qu'elles permettront d'amortir les chocs les plus rudes.

3. Enfin – troisième défi –, tirer les leçons de la *votation sur les minarets*. Par son vote, le peuple s'est invité de manière inattendue dans un débat qui ne fait que commencer, et qui devra être mené jusqu'au bout. Ce débat porte sur la place de l'islam en Suisse et plus généralement sur l'intégration, qui, je l'affirme tranquillement, est pour tout nouvel arrivant un devoir. S'intégrer, ce n'est pas oublier d'où l'on vient et se renier pour embrasser aveuglément les coutumes du pays d'accueil: non, s'intégrer, c'est, au minimum, respecter les valeurs et les principes constitutionnels qui fondent nos institutions et notre société.

La crise financière, ne doit pas non plus nous dissimuler les foyers de crise qui parsèment le globe, sous la forme de conflits souvent

Les représentants diplomatiques de 124 Etats ont témoigné leur amitié à la Suisse

thk. Le 13 janvier a eu lieu au Parlement fédéral la réception traditionnelle du corps diplomatique à l'occasion de la nouvelle année. Des représentants de 124 pays ont présenté personnellement leurs vœux et honoré la Suisse. Plusieurs ambassadeurs ont déclaré, dans des entretiens personnels, que c'était une joie pour eux d'y participer.

La tradition veut que le Président de la Confédération souhaite personnellement la bienvenue à chaque ambassadeur et reçoive ses vœux. Cette année, le dialogue court mais intense de la Présidente avec les représentants des pays en développement a été tout à fait frappant. Il s'est avéré qu'ils ont une relation de confiance particulière avec notre pays qui, par sa tradition humanitaire, s'est fait un nom dans la communauté internationale et suscite des espoirs.

Le foyer du Palais fédéral, où, normalement, c'est la politique quotidienne qui détermine le contenu des entretiens, a accueilli pour une fois le corps diplomatique international et les représentants de tous les pays s'y sont sentis visiblement à l'aise. On a pu observer que même des représentants de pays peu amis ont mené des dialogues intenses: le foyer du Palais fédéral était un lieu où se créait la confiance internationale.

Selon la tradition, le doyen du corps diplomatique, le nonce apostolique *Francesco Canalini*, a prononcé, au nom de toutes les personnes présentes, une allocution dans laquelle il a notamment assuré à la Suisse son soutien dans ses activités en faveur de la paix. Ensuite, la Présidente de la Confédération *Doris Leuthard* a évoqué la catastrophe d'Haïti et a demandé d'observer une minute de silence à la mémoire des victimes. Puis elle a rendu hommage à la politique suisse de l'année dernière et fait indirectement l'éloge de son prédécesseur *Hans-Rudolf Merz*. Elle a souligné la volonté de la Suisse de «contribuer par sa politique de paix à une meilleure compréhension entre les peuples et à un règlement pacifique des conflits». Elle a critiqué les pays du G20 et souhaité que tous les Etats puissent participer à la solution des problèmes mondiaux en suspens. Elle a rendu hommage aux valeurs fondamentales de la Suisse: engagement en faveur de la paix et de l'entente entre les peuples et attachement à la démocratie.

Après ces deux discours, la partie protocolaire était terminée et le corps diplomatique s'est disséminé dans le foyer où, tout en buvant l'apéritif, il a mené des entretiens d'Etat à Etat: invitation au dialogue, selon la tradition suisse.

armés qui se moquent bien des appels à la paix. D'autant que lorsque l'économie patine et que le chômage frappe, les tensions sociales, les luttes de répartition, voire les guerres, ne sont jamais loin. A cet égard, la Suisse se veut le promoteur d'une politique de paix active qui ambitionne à la fois de favoriser la compréhension mutuelle des cultures et points de vue, et de faire triompher le règlement pacifique des différends. C'est ainsi que l'an dernier, l'Arménie et la Turquie ont fait un pas l'une vers l'autre, dans le cadre d'un accord signé sur sol suisse: il va sans dire que si les Etats parties à d'autres conflits devaient le souhaiter, c'est volontiers que nous leur proposerions nos bons offices.

De même, la Suisse s'engage depuis toujours en faveur du désarmement et de la non-prolifération. Son objectif est aujourd'hui d'amener les puissances nucléaires à abaisser leur état d'alerte. Celui-ci, s'agissant des Etats-Unis et de la Russie, n'a pas changé depuis la guerre froide, si étonnant que cela puisse paraître.

Un autre sujet de préoccupation est la difficulté croissante que rencontre la communauté internationale à s'accorder sur des engagements fermes. Ainsi, voilà déjà plus de huit ans qu'a débuté, sous l'égide de l'OMC, le *cycle de Doha*, et les négociations continuent. De nombreuses conventions de l'OIT [Organisation internationale du travail] ne sont toujours pas ratifiées. Les «objectifs du Millénaire» paraissent bien loin. Et même la Conférence de Copenhague sur le climat n'a pas débouché sur un accord contraignant... Faut-il envisager un changement de paradigme, et si oui lequel, pour rapprocher les positions apparemment antagonistes des pays industriels et des pays en développement? Quelle que soit la réponse, tant que la dispute ne laissera pas la place à l'action, nous continuerons tous de souffrir de la dégradation climatique et de catastrophes naturelles en nombre croissant. La seule bonne nouvelle aura été que la communauté internationale s'est fixé pour objectif de contenir le réchauffement de la planète à 2° C par rapport au début de l'ère industrielle.

Helvetia ne pourra, à elle seule, résoudre tous ces problèmes. Et l'Oncle Sam ne le pourra pas non plus, pas plus que ne le pourront la Mère Russie ou Marianne. Il est de notre responsabilité collective d'apporter à une crise globale, une réponse globale: aussi est-ce la «famille» tout entière qui doit se retrousser les manches, en veillant à n'exclure personne. Nous ne pouvons nous contenter de nous en remettre à un groupe de vingt pays censément élus, surtout si leurs actes ne sont pas à la hauteur de leurs déclarations, voire les contredisent. La Suisse veut, elle aussi, avoir son mot à dire et prendre sa part de l'effort commun, comme doit pouvoir le faire n'importe quel pays.

Loin d'être un vœu pieux, cette volonté de participer activement à la marche du monde est déjà une réalité: ainsi, jusqu'au mois de mai, nous présiderons le Conseil de l'Europe; à l'automne, nous accueillerons le Sommet de la francophonie, qui se tiendra à Montreux; et en septembre, c'est un Suisse qui présidera vraisemblablement la 65^e Assemblée générale des Nations-Unies.

Antoine de Saint-Exupéry disait que l'avenir n'est pas à prévoir, mais qu'il est à bâtir. C'est là très exactement notre vision des choses, et nous voulons être de ceux qui bâtiront l'avenir – l'avenir pour tous.

Source: www.admin.ch du 13/1/10

«Se sentir coresponsable du développement des pays pauvres»

Discours de Son Excellence Mgr Francesco Canalini, Nonce Apostolique en Suisse et Doyen du corps diplomatique*



Monsignore Francesco Canalini. (photo thk)

Madame la Présidente de la Confédération suisse,

La manière remarquable par laquelle le Parlement a voté en faveur de votre élection à la Présidence de la Confédération exprime, Madame, la grande estime que vous avez acquise grâce à votre large compétence, votre sens aigu des responsabilités et votre dynamisme moderne avec lequel vous dirigez le Département de l'Economie qui vous est confié.

En me faisant l'interprète des sentiments de mes Collègues, les Ambassadeurs et Chefs de Missions diplomatiques accrédités à Berne, je vous exprime mes vives félicitations pour cette reconnaissance publique, tout en ayant l'honneur de formuler, au nom de tous, mes meilleurs vœux pour la Nouvelle Année à vous, Madame la Présidente, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple suisse.

Le regard posé sur les événements de l'année écoulée n'est pas des plus réconfortants. Dès le début, l'année 2009 fut prédictée comme une année difficile à cause de la crise économique connue et les prévisions se sont effectivement concrétisées. Malheureusement, cette administration désinvoltée et risquée des finances a entraîné des conséquen-

ces qui ont eu des répercussions déplorables sur une multitude de citoyens et même sur des États pas directement impliqués dans la malversation.

Des milliers de personnes ont été touchées par la perte des postes de travail. Les contributions Nord-Sud du monde ont subi une baisse sensible. Les exportations des pays en développement ont diminué, ainsi que les investissements et les soutiens étrangers.

Le grave problème de la faim dans le monde, contrairement aux objectifs fixés du millénaire, s'est aggravé sensiblement. A l'heure actuelle il y a un milliard et vingt millions de personnes qui souffrent de la faim. Et la Conférence Générale de la FAO de novembre dernier, en plus des soi-disant «5 principes de Rome pour une sécurité alimentaire globale soutenable», n'est pas parvenue à des engagements concrets. Il est préoccupant de constater que par rapport aux 40-50 milliards de dollars qui seraient suffisants pour y remédier, les dépenses à des fins militaires en 2008 se sont élevées à 1,464 milliards de dollars; 4% de plus que l'année précédente.

Mais en plus des choses négatives il y a eu les aspects encourageants. Presque tout le monde a pris conscience que le système monétaire et financier international sans règles n'est pas tolérable. Une telle prise de conscience représente le ressort nécessaire pour la recherche d'alternatives meilleures.

Lors de la réunion de septembre dernier à Pittsburg, le G20 a signé le Pacte qui se propose de promouvoir «une croissance forte, soutenable et équilibrée» pour surmonter les déséquilibres macroéconomiques mondiaux. De plus, le projet d'une architecture de gouvernance économique et financière mondiale a été élaboré, qui verrait le G20 au sommet, assisté par le Fond monétaire international et le Financial Stability Board.

En ce temps de transition, l'utilité du G20 et du Financial Stability Board est indéniable. Toutefois un organisme supérieur de coordination économique et de surveillance monétaire et financière devrait être envisagé. Il doit impliquer la participation de tous les Pays de l'ONU dans le procédé de réforme des règles et des institutions globales. Une autorité internationale se révèle nécessaire aussi pour surmonter les résistances prévisibles des groupes d'intérêts influents au niveau national.

Pour prévenir de telles crises financières systématiques et sanctionner les abus, des valeurs modèles et des règles précises sont indispensables. La réforme des structures est certainement nécessaire, mais elle ne suffit pas à elle seule. Elle doit être soutenue par des valeurs éthiques partagées, réunies dans une espèce de Global Charter, qui permettent de favoriser la «croissance forte, soutenable et équilibrée» souhaitée.

Le résultat de la Conférence de Copenhague du mois dernier fut minime. Mais l'engagement pris implique maintenant tous les pays du monde. De même, les objectifs fixés peu nombreux furent acceptés de tous. «Ce n'est pas tout ce que nous espérons – a commenté le Secrétaire général des Nations Unies – mais c'est une étape essentielle». Il faut espérer que les progrès ultérieurs prévus se réaliseront en cours d'année.

Il faut que ceux qui consomment de l'énergie de manière excessive soient disposés à revoir leur style de vie. De plus, les ressources naturelles des pays en voie de développement doivent être mieux appréciées, afin que ces pays puissent devenir les protagonistes de leur avenir dans le contexte d'une globalisation équitable, où la solidarité, les investissements, le commerce, le transfert des technologies, les modalités de croissance soient au service d'un nouveau développement qui

met au centre la personne avec sa dignité et ses aspirations les plus profondes et légitimes.

Face aux pays plus pauvres qui ont besoin d'aides externes, la Communauté internationale a le devoir de répondre avec les outils de la coopération, en se sentant coresponsable de leur développement, «par la solidarité de la présence, de l'accompagnement, de la formation et du respect» (Caritas in Veritate, 47).

Nous formulons nos vœux, afin que durant cette Année nouvelle les aspects positifs puissent être toujours davantage consolidés pour atteindre des comportements plus éthiques qui permettent de promouvoir une «famille des Nations» et de réduire efficacement la pauvreté.

Nous vous assurons, Madame la Présidente, de notre sympathie et de notre collaboration, afin que votre participation active à la politique internationale et votre compétence puissent contribuer à faire apprécier à l'humanité de plus en plus le bien fondamental de la paix et de la concordance et à s'engager pour que ces valeurs deviennent réalité dans le monde.

Nous vous présentons nos meilleurs vœux de succès dans votre tâche et nous demandons à Dieu de bénir vos efforts en tant que nouvelle Présidente de la Confédération.

Nos souhaits chaleureux pour une Année heureuse et prospère à vous, Madame la Présidente, à votre chère famille, aux membres du Gouvernement fédéral, à vos collaborateurs directs et, par votre intermédiaire, à tout le peuple suisse.

Source: www.admin.ch du 13/1/10

* Vœux de Nouvel-An présentés à Son Excellence Madame Doris Leuthard, Présidente de la Confédération suisse, lors de la Réception de Nouvel-An du Corps diplomatique accrédité en Suisse, le 13 janvier 2010 à Berne.

La Fed et le dollar

par William A. M. Buckler

L'explication «officielle» des fluctuations du dollar pendant la période qui a commencé lors de la grande reprise du marché boursier mondial de mars 2009 est que la force de la devise américaine est inversement proportionnelle au «goût du risque» dans le monde. Quand ce goût augmente, les investisseurs sont enclins à courir après les profits dans des domaines comme les marchés boursiers, les matières premières, les monnaies autres que le dollar et les créances libellées en dollars.

La crise est loin d'être passée

par William A. M. Buckler

La liste des choses qu'il aurait fallu faire pendant la première décennie du XXI^e siècle est infinie. Le résultat, en particulier aux Etats-Unis, est que de nombreux analystes politiques et économiques parlent de «décennie perdue». Et c'est bien ce qu'elle a été: perdue.

Dans le «monde développé», une large majorité de personnes l'ont terminée dans une situation plus mauvaise qu'elles ne l'avaient commencée et c'est regrettable, mais ce qui est pire encore est le fait que partout les gouvernements ont décidé de faire en sorte qu'il soit le plus difficile possible pour tout le monde, y compris eux-mêmes, de tirer les leçons de leurs erreurs. Cette décennie a été celle d'un boom financier suivi d'une faillite sans précédent dans l'histoire contemporaine.

Quand l'échec est trop grave pour qu'on puisse en prendre la mesure

Le 14 janvier 2000, il y a 10 ans, le Dow Jones clôturait à 11722,98 points. Il ne retrouva plus ce niveau avant octobre 2006. Pendant cette période de presque 7 ans, les derniers vestiges de politique fiscale ou monétaire raisonnable ont été abandonnés. Les taux d'intérêts américains officiels ont été baissés de haute lutte par la Fed en 2001, la tendance s'accroissant à la suite du sinistre 11-Septembre. Les défi-

ciants du budget fédéral, qui étaient loin d'avoir été éliminés pendant l'année fiscale 2000, remontèrent en flèche. L'endettement atteignit des niveaux qu'on n'aurait jamais crus possibles auparavant. On inventa de nouveaux instruments financiers représentant des milliards de dollars. L'achat et la vente informatiques d'actions (program trading) s'imposèrent. L'évaluation des titres devint imaginaire tandis que le monstre ingérable des «dérivés» était alimenté sans jamais avoir été soumis à un quelconque négoce.

En réalité, comme c'est généralement le cas des explications officielles, c'est l'inverse qui est juste. Ce qui a provoqué le rebond du

dollar quand il diminue, les investisseurs se replient sur des valeurs ultra-sûres comme le dollar et les créances libellées en dollars. Il s'agit là d'une reprise de la raison avancée pour expliquer le grand bond du dollar à la fin de 2008 et au début de 2009. La cause officielle était que les investisseurs abandonnaient les «marchés» pour la «sécurité».

En réalité, comme c'est généralement le cas des explications officielles, c'est l'inverse qui est juste. Ce qui a provoqué le rebond du dollar quand il diminue, les investisseurs se replient sur des valeurs ultra-sûres comme le dollar et les créances libellées en dollars. Il s'agit là d'une reprise de la raison avancée pour expliquer le grand bond du dollar à la fin de 2008 et au début de 2009. La cause officielle était que les investisseurs abandonnaient les «marchés» pour la «sécurité».

En ce début de 2010, les milieux officiels sont de plus en plus optimistes, attitude extrêmement dangereuse.

Source: The Privateer n° 645, mi-janvier 2010, p. 1 (Traduction Horizons et débats)

dollar qui a atteint son sommet au moment où les marchés boursiers atteignaient leur niveau le plus bas était une «fuite vers la sécurité», mais pour réduire le plus possible les créances libellées en dollars. La ruée sur le dollar visait à réaliser des appels de marge et à réduire les créances libellées en dollars. Comme The Privateer l'a signalé à l'époque et l'a répété à plusieurs reprises depuis lors, c'était une considérable reprise de désendettement, en partie imposée mais essentiellement volontaire. Ce qui empêcha la reprise du dollar et déclencha le rebond du marché boursier mondial fut la décision de la Banque d'Angleterre et de la Fed de monétiser leur dette nationale. Officiellement, cela sauva les banques et les gouvernements. Nous vivons depuis 9 mois la phase ultime des «prêteurs de dernier recours».

On nous «arnaque»

The Privateer s'enorgueillit notamment d'être un antidote aux imbécillités officielles émises par les gouvernements et reprises fidèlement par les flagorneurs du système financier et des médias financiers. Naturellement, nous ne sommes pas les seuls à dénoncer ces sottises. Un de nos héros est un homme du nom de John Williams dont le site Internet est shadowstats.com. L'intertitre ci-dessus condense d'une manière un peu familière mais exacte l'opinion de John Williams concernant l'avenir financier des Etats-Unis telles qu'elle a été rapportée dans une interview publiée par un journal américain. La méthode de John William est simple. Il recalcule les principales statistiques du gouvernement sur le PIB, l'IPC, les dettes de l'Etat, l'emploi, la croissance de la masse monétaire, etc. en utilisant les formules officielles en usage il y a deux ou trois décennies avant qu'elles ne soient modifiées pour donner une image de plus en plus fautive de l'économie américaine. Ses résultats montrent à l'évidence que les Etats-Unis se trouvent plongés dans une

énorme dépression, avec des dettes insupportables à tous les niveaux et un gouvernement en totale faillite.

Citons-le: «Le gouvernement fait généralement des déclarations d'ordre financier au mois de décembre en ayant recours à des règles comptables généralement acceptées dans lesquelles des dettes non consolidées comme celles de Medicare et de la Sécurité sociale sont comptabilisées de la même manière que les engagements de retraite des sociétés. Le déficit de l'année 2008 était d'un billion de dollars au lieu des 450 milliards annoncés».

Si le gouvernement américain déclarait son bilan sous la forme qu'il exige de n'importe quelle autre entité économique américaine, son déficit aurait été 11,33 fois plus élevé que les chiffres officiels. Nous ne connaissons pas encore ceux de 2009. Tout ce que nous savons, c'est que le déficit officiel annoncé par le Trésor pour 2009 est plus de trois fois plus élevé que le déficit officiel de 2008.

Au cours de l'année 2010, plus le gouvernement américain (et tous les autres gouvernements importants du monde) parleront de réduire les programmes de relance, de plafonner les déficits budgétaires et même de commencer à augmenter les taux d'intérêts, plus ils emprunteront et dépenseront pour donner à leur population devenue nerveuse une impression de «normalité».

La plus importante «bonne résolution de début d'année» jamais prise

Si ce n'est pas déjà fait, la résolution la plus importante que vous puissiez prendre en tant qu'individus en vue de cette année et des suivantes est de ne pas vivre au-dessus de vos moyens. Répétons l'idée déjà exprimée que la dernière décennie a été pour les Etats-Unis et de nombreux autres pays une «décennie perdue». Qui ont été les perdants pendant cette

Suite page 3

Islande: «l'UE a poussé trop loin le harcèlement»

Pourquoi la Suisse a besoin d'une diplomatie plus agressive

par Beat Kappeler*

Quand on se met à l'écoute du pays, on se rend compte que de nombreux citoyens souffrent de ce que le Conseil fédéral ne cesse de se faire avoir en politique extérieure. La politique étrangère économique, avant tout, est devenue poussive.

Nous avons déjà parlé de deux cas. Se voir refuser sa présence au G20 puis promettre immédiatement après un crédit de 10 milliards au FMI est une attitude servile. Pas d'impôt sans participation, c'était déjà le mot d'ordre de la révolution américaine et il conviendrait bien à la diplomatie suisse. Et puis personne ne rappelle aux Français et aux Américains que la Suisse peut également acheter ses avions de combat en Suède s'ils continuent à nous rendre la vie dure.

Ces bévues proviennent du fait que le Conseil fédéral n'agit pas en gouvernement mais comme un club rigide de hauts fonctionnaires qui prennent place de temps en temps à leurs pupitres de bois du Palais fédéral. La photo de Nouvel An fait l'effet d'une propagande mensongère.

Evoquons trois applications possibles d'une bonne politique étrangère économique. Actuellement, l'Islande est en conflit avec la Grande-Bretagne et les Pays-Bas à propos d'un crédit de plusieurs milliards d'euros destiné à indemniser tous les investisseurs des banques islandaises en faillite. Le président islandais s'y est opposé, les Islandais vont commencer par voter, refuseront probablement de payer et s'opposeront à l'adhésion à l'UE.

L'UE a poussé trop loin le harcèlement. Les Suisses savent ce que c'est, mais maintenant la Suisse et la Norvège devraient venir en aide aux Islandais. Tout d'abord, cela soulèverait l'AELE. Cette zone de libre-échange est dynamique, elle conclut des traités dans le monde entier et la Suisse ne doit pas la laisser s'effriter encore davantage. Mais la semaine dernière, la télévision allemande

annonçait la mort de cette association «dans 50 ans» au lieu d'informer. En outre, la conseillère aux Etats Sommaruga a eu l'occasion de proposer l'UE comme alternative sans personne pour la contredire.

Une aide à l'Islande pourrait également montrer aux Britanniques et aux Néerlandais que la Suisse peut aussi se montrer désagréable. On finira par s'arranger, mais avec un meilleur résultat. Oppose-toi et on te prendra au sérieux. Or des questions posées aux trois départements compétents – Affaires étrangères, Economie et Finances – donnent une triste image du gouvernement: Une des réponses a été: Rien n'est prévu, «l'Islande ne nous a pas adressé de demande». Ailleurs, on nous a dit de nous adresser à un autre département. En bref: passivité, surprise, aucun projet politique.

La seconde application concerne le différend fiscal avec l'UE. Un aspect de détail des négociations avec l'Italie fin octobre est très éloquent. Le ministre des Finances italien rebelle Giulio Tremonti voulait être nommé vice-premier ministre, ce qui a fâché Silvio Berlusconi qui a déclaré publiquement qu'il voudrait bien s'en débarrasser.

Or juste après, le Département suisse des Finances a fait savoir qu'il voulait résoudre le différend de manière diplomatique et non conflictuelle, ce qui a renforcé la position de Tremonti. Si la Suisse avait tout de suite employé les grands moyens, son siège aurait vacillé davantage et nous aurions peut-



Reykjavik, la capitale de l'Islande. (photo mad)

être été débarrassés de cet ennemi. La Suisse a quand même fini par se montrer ferme lorsque, quatre jours plus tard, elle a interrompu les négociations sur le dossier fiscal. Mais Berlusconi et Tremonti s'étaient déjà réconciliés et le gouvernement italien était tombé d'accord sur une attitude de fermeté.

Que devrait être une bonne politique étrangère économique? Tout d'abord, elle a besoin de la structure que le l'ex-conseiller fédéral Pascal Couchepin a supprimée en 1999, l'Office fédéral de l'économie extérieure. Cet organe qui avait à sa tête un Secrétaire d'Etat, sorte de haut diplomate chargé du commerce extérieur, était un centre de compétence qui avait des spécialistes en matière de monnaies, de commerce, de développement, d'agriculture et d'énergie. Les autres départements n'aimaient pas cet organe de coordination parce qu'il mêlait son grain de sel. En outre, c'était un vivier de cadres politiques et économiques. C'est lui qui apportait de la cohérence dans la politique extérieure économique, ce dont le Conseil fédéral n'est pas capable.

Le professeur Dieter Freiburghaus, qui déplore également le démantèlement de cet Office, fait référence au deuxième aspect des succès diplomatiques internationaux dont nous avons souvent parlé, c'est-à-dire les compromis croisés. Si les conseillers fédéraux ne négocient que pour leur département, ils ne peuvent jamais mettre en rapport deux questions sans lien, comme le sommet du G20 et les milliards du FMI ou la fiscalité et les avions de combat.

C'est ce qu'a fait Vaclav Havel lorsqu'il n'a signé le Traité de l'UE qu'à condition que

l'on en dissocie les revendications des Allemands des Sudètes. Les négociateurs suisses considèrent le procédé comme peu honnête, mais dans le conflit fiscal, l'Allemagne, l'UE et les USA ont menacé d'y avoir recours.

C'est pourquoi, troisièmement, le Conseil fédéral doit être un gouvernement qui se réunit chaque jour une demi-heure ou communique par visioconférences. Il vaudrait mieux avoir un président qui reste en fonctions plusieurs années, n'a pas la responsabilité d'un département et a le droit de fixer l'ordre du jour des séances.

Sinon le Conseil fédéral restera aux yeux de nombreux citoyens une source de mécontentement à propos de la politique d'un pays finalement assez heureux. Son comportement nuit au pays. Dans le numéro des *Schweizer Monatshefte* dans lequel a écrit Dieter Freiburghaus, notre futur ambassadeur à Berlin Tim Guldemann demande que l'on abandonne le complexe du petit pays. Ayons davantage confiance en nous et donnons-nous les instruments nécessaires.

Source: NZZ am Sonntag du 10/1/10 (Trad. H&D)

* Economiste et journaliste suisse, Beat Kappeler est né en 1946 à Villmergen. Après des études de sciences politiques à Genève et à Berlin-Ouest, il travaille comme journaliste économique indépendant, puis comme secrétaire de l'Union syndicale suisse. Puis il sera consultant et écrira pour divers journaux suisses (*Die Weltwoche*, *Le Temps*, *L'Hebdo*, *NZZ am Sonntag*, *Coopération*). Il a présidé le groupe de réflexion sur la société de l'information créé par le gouvernement suisse et a fait partie de la Commission fédérale de la communication. Il enseigne à l'Institut des hautes études en administration publique de Lausanne et a publié «Quelles politiques sociales?»

Les Islandais attachent une grande importance à l'histoire

«Dès le début de leur histoire, les Islandais manifestèrent de l'intérêt pour la lecture et la narration. Ils devinrent les bardes du monde viking et des témoins de l'histoire. [...]

Ces mêmes instincts qui avaient poussé les chefs de tribus à fuir la Norvège les incitèrent, en 930, à fonder un Parlement, l'Althing. [...] Le pays était divisé en 39 circonscriptions (godords) qui envoyaient chacune un député (godli) à l'Assemblée nationale. Ce système politique, qui présentait de grandes similitudes avec la démocratie américaine de Jefferson, reposait sur une classe de paysans indépendants qui pouvaient remettre en question à leur guise leur loyauté à l'égard des députés (les femmes pouvaient également devenir des godis, à condition qu'un homme se prononce en leur faveur au Parlement). La devise de cette communauté était «La nation est construite sur la loi». On peut la lire

aujourd'hui encore sur les médailles des policiers islandais. [...]

Pour les Islandais, les pères de la nation sont morts mais pas oubliés car la fierté de chacun d'avoir une tradition d'indépendance et d'être de sang royal est renforcée par des légendes qui évoquent les noms et les hauts faits des anciens chefs de tribus. [...]

L'Islande n'a jamais eu besoin d'une structure de gouvernement central forte pour préparer les guerres ou organiser sa défense nationale et sa taille réduite rendait superflu le développement d'une bureaucratie sophistiquée. Pour les Islandais, le succès est le salaire de la hardiesse, de l'imagination, de l'improvisation et de l'aptitude à flairer les occasions à saisir.»

Source: Ásgeir Jónsson, *Der Fall Island. Wie internationale Spekulanten ein Land an den Rand des Staatsbankrotts brachten*, FinanzBuch Verlag, Munich 2009

«La Fed et le dollar» suite de la page 2

période? De toute évidence ceux qui ont vécu au-dessus de leurs moyens. En revanche, la dernière décennie a été facile à vivre pour ceux qui n'ont pas succombé à l'engouement pour l'endettement et ont continué à dépenser moins qu'ils ne gagnaient et ont investi la différence dans des secteurs qui n'étaient pas totalement dépendants de la dévaluation monétaire qui leur donnait un air de «prosperité».

Voici un exemple. Le prix de l'or est monté en près de quatre ans (de mars 2002 à décembre 2005) de 300 à 500 dollars. Tous ceux qui en ont acheté pendant cette période s'en sont bien tirés et continuent de le faire malgré la plus grande crise financière globale que le monde ait connue depuis les années 1930, qui a éclaté en 2007.

Ceux qui possèdent une maison libre d'hypothèque peuvent en assumer les frais d'entretien et payer les taxes ont des années-lumière d'avance sur la grande majorité de leurs voisins. Ceux qui n'ont pas de dettes ou des dettes minimes et quelques économies n'ont pas à craindre la perspective immédiate de l'indigence. Ceux qui ont accepté le fait évident qu'on ne saurait dépenser impunément plus que ce qu'on a produit peuvent envisager l'avenir avec sérénité: leurs actions futures seront soumises à un minimum de contraintes.

Si vous n'avez pas déjà agi ainsi, efforcez-vous de réduire ou d'éliminer vos dettes en 2010. La récompense sous forme de tranquillité d'esprit en vaut bien la peine, quelque important que l'effort puisse paraître. La solvabilité est toujours la meilleure politique.

Source: *The Privateer* n° 645, mi-janvier 2010, pp. 2-3

(Traduction Horizons et débats)

«Le secteur financier était à peine libéralisé qu'il s'émancipa du corset politique et l'ancienne génération de banquiers fut mise à l'écart par une nouvelle génération assoiffée de profits. La plupart de ces jeunes banquiers étaient nés entre 1966 et 1976 et avaient grandi avec un sentiment d'antipathie à l'égard de la politique et de la régulation. Le hasard voulut que leur entrée dans le système financier se produise au moment où le marché des capitaux était jeune et dynamique. Ils adoptèrent le modèle d'investissement des brokers, d'inspiration américaine, qui dominait le secteur financier depuis la fin des années 1990. A cette époque, rares furent ceux qui se rendirent compte du parallélisme dangereux avec les années 1920 où le secteur avait pour la dernière fois manqué de prêteurs de dernier recours. [...]

L'Islande développait son système bancaire de manière beaucoup plus prudente que tous les autres pays d'Europe occidentale mais les mesures de régulation excessives [prises en 1931 en réaction à la crise bancaire entraînée par la crise de l'économie mondiale] maintinrent longtemps le système financier et ses mécanismes à un stade de sous-développement. Lorsque le pays fut entraîné dans la bulle spéculative mondiale qui se créa à la fin des années 1990, l'absence de mémoire institutionnelle fit que tous les acteurs, banques aussi bien que fonctionnaires gouvernementaux, sous-estimèrent fondamentalement les risques systémiques.»

Source: Ásgeir Jónsson, *Der Fall Island. Wie internationale Spekulanten ein Land an den Rand des Staatsbankrotts brachten*, FinanzBuch Verlag, Munich 2009

Le Président islandais démasque le caractère antidémocratique de l'UE

par William A. M. Buckler

A vrai dire l'Islande ne fait pas encore partie de l'Union européenne. Certes elle souhaite y entrer, mais une bagatelle, la crise bancaire de septembre/octobre 2008 a retardé son adhésion, qui maintenant est mise en un péril encore plus grand par la décision du président de donner à son peuple le droit de décider directement si et comment son système bancaire effondré doit être soutenu financièrement.

Les dessous de l'affaire

En septembre/octobre 2008 les trois plus grandes banques islandaises se sont littéralement effondrées, prises dans le blocage généralisé du crédit qui menaçait de jeter bas le système financier mondial. Ces banques étaient dans l'impossibilité de convertir leurs dettes à court terme et se trouvaient en même temps confrontées à des attaques bancaires massives contre leurs succursales étrangères, surtout au Royaume-Uni. La faillite qui menaçait les banques islandaises excédait les possibilités de couverture de l'économie et de la Banque centrale islandaise. La dette extérieure islandaise, soit 50 milliards d'euros, représentait 80% du montant dont disposait le système bancaire. Le PIB islandais est de 8,5

milliards par an. L'Etat islandais était au bord de la faillite.

On nationalisa promptement les banques. Et le FMI intervint ainsi que l'Europe. Le FMI avança 2,1 milliards d'euros, les voisins scandinaves de l'Islande 2,5 milliards de plus et la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Hollande encore 5 milliards. Mais l'addition était extrêmement salée pour l'Islande. Les taux d'intérêt officiels passèrent immédiatement à 15%. L'avenir fut oblitéré car les agences de notation abaissèrent aussitôt la bonité des créances islandaises. La couronne islandaise s'effondra. Et la Bourse islandaise, qui dès le début d'octobre 2008 avait perdu 30%, fut fermée. Et lorsqu'elle rouvrit, le 14 octobre, elle chuta à nouveau massivement de 77%.

The Privateer avait mis en garde six mois auparavant, écrivant dans son numéro 600 du 30 mars 2008 qu'un effondrement était vraisemblablement à prévoir. Après avoir exposé la situation nous en arrivions à la conclusion suivante: «La situation aux USA ressemble tout à fait à celle de l'Islande.» Et il en va toujours de même aujourd'hui, la seule différence étant que les USA, comme les autres pays du G20, sont encore en mesure de ven-

dre leur dette, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Le dernier revirement: «Laissez mon peuple décider»

Les prêts consentis à l'Islande, dont l'échéance avait été retardée lorsqu'en octobre 2008 la crise atteignait son point culminant, devaient être remboursés selon la procédure accoutumée. Mais le 5 janvier le Président islandais, Ólafur Grimmsson, plongea tout le système financier dans la stupeur en refusant de laisser le plan se dérouler sans autre forme de procès et de lui donner force de loi. Il choisit de laisser la décision par voie référendaire aux 243 000 électeurs islandais. Le choc et l'indignation que cette décision produisit au niveau international furent palpables. La Grande-Bretagne et la Hollande exigèrent aussitôt d'exclure l'Islande de l'UE, et Lord Myners, Secrétaire d'Etat aux services financiers du Ministère des Finances britannique, déclara que l'Islande risquait de s'attirer un «statut de paria». Les agences de notation déclarèrent incontinent que les créances islandaises ne valaient plus un clou. On entendait parler de suppression du plan de sauvetage mis en place par le FMI.

Deux jours plus tard, le 7 janvier, le Président islandais reprenait la parole. «L'Islande reconnaît de façon pleine et entière ses engagements et contraintes de remboursement. [...] Le référendum ne porte que sur les formes et les conditions de ce remboursement.» Dans une interview accordée au «Financial Times», Grimmsson alla encore plus loin: «J'espère que les peuples de Grande-Bretagne et de Hollande ainsi que leurs dirigeants politiques, en accord avec la longue tradition démocratique de ces deux pays, reconnaîtront qu'un référendum est un moyen démocratique de prise de décision.» (Souligné par l'auteur)

C'est bien sûr la politique ouvertement pratiquée par la Fed américaine (Réserve fédérale), mais aussi de toute évidence par presque

Article 26 de la Constitution islandaise

Lorsque l'Althing a adopté un projet de loi, celui-ci est soumis au président de la République pour promulgation dans un délai de deux semaines après son adoption. Cette promulgation lui donne force de loi. Si le président refuse de promulguer le projet de loi, celui-ci cependant entre en vigueur, mais il doit, dès que les circonstances le permettent, être soumis, par scrutin secret, au vote de tous les électeurs, pour approbation ou rejet. Si elle est rejetée, la loi est nulle et non avenue, autrement elle reste en vigueur.

Source: www.verfassungen.eu/is/index.htm

La pétition*

«Je demande au Président de l'Islande, Monsieur Ólafur Ragnar Grimsson de faire objection à la loi *Icesave*. Je considère que soumettre à un référendum national l'acceptation de la charge économique que représente pour les générations islandaises actuelles et futures une garantie étatique de paiements *Icesave* aux gouvernements hollandais et britannique est une exigence justifiée.»

* Le 25 novembre 2009 l'association islandaise «In Defence of Iceland» a commenté à recueillir des signatures à cette pétition. Le 2 janvier 2010, 56 089 Islandais l'avaient déjà signée.

(Traductions Horizons et débats)

tous les gouvernements du monde, que de dernier au peuple tout droit à s'exprimer sur les mesures destinées à tirer leurs pays de la crise financière mondiale. Le Président islandais a fort bien démasqué cette attitude.

Source: The Privateer, Mid January Issue, Numéro 645, 2010, page 8. (Traduction Horizons et débats)

Déclaration du président islandais, Ólafur Ragnar Grimsson



Ólafur Ragnar Grimsson
(photo mad)

L'effondrement de nos banques et les difficultés engendrées par la crise économique mondiale ont été à l'origine de graves problèmes. Bien que l'Etat islandais ait pris divers engagements plus importants que ceux qu'il a dans l'affaire *Icesave*, c'est sur ce cas que s'est focalisé le débat sur la manière de répondre aux défis légués par le passé et d'aborder l'avenir.

L'Althing [Parlement islandais] vient de voter une nouvelle loi à ce sujet. Cette dernière amende la loi en vigueur n° 96/2009, votée par l'Althing le 28 août dernier et basée sur des accords conclus avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Le Président a validé cette décision le 2 septembre, en renvoyant à un traitement spécial.

Après le vote de la nouvelle loi à l'Althing, le 30 décembre, le Président a reçu une pétition signée par environ un quart des électeurs et réclamant que la loi soit soumise à référendum. Cela représente une fraction de l'électorat beaucoup plus élevée que celle sur laquelle se fondent les déclarations et propositions des partis.

Des sondages d'opinion indiquent qu'une majorité écrasante de la population partage cette manière de voir. En outre des déclarations faites à l'Althing et des appels que le Président a reçu de membres du Parlement à titre individuel montrent que la majorité de ces membres est en faveur de ce référendum.

Depuis le vote de la nouvelle loi à l'Althing, le Président a eu des discussions circonstanciées avec des ministres de son gouvernement: le Premier Ministre, le Ministre des Finances, ainsi que ceux des Affaires étrangères et de l'Economie.

En République d'Islande le peuple est le juge suprême de la validité d'une loi, c'est le fondement même de la Constitution islandaise. Cette Constitution, promulguée en 1944 et adoptée par voie référendaire avec 90% des suffrages, a remis aux mains du peuple le pouvoir exercé autrefois par le roi et l'Althing. La responsabilité de veiller à ce que le peuple puisse faire usage de ce droit incombe donc au Président.

En cet instant crucial, il est également important de souligner que le redressement de l'économie islandaise est une urgence vitale. Il est hors de doute que des accords avec d'autres pays et une collaboration avec les organisations internationales et autres parties prenantes sont indispensables à ce redressement. La solution du litige *Icesave* est un élément du bon déroulement de ce processus. Un autre prérequis est que le pays soit capable de retrouver dès que possible sa vigueur passée et de redémarrer en collaboration avec d'autres un programme de reconstruction assurant le bien et la prospérité du peuple islandais. La déclaration du Président en date du 2 septembre 2009 précisait que cette solution doit «prendre en compte les droits légitimes de la nation, ceux de l'Islande dans un proche avenir et un partage international des responsabilités.»

Il devient de plus en plus clair que le peuple doit avoir la certitude qu'il décide lui-même de son avenir. L'implication de la nation tout entière dans la décision définitive est donc un prérequis pour une bonne solution, la réconciliation et le redressement du pays.

A la lumière de ce que j'ai dit plus haut, j'ai décidé conformément à l'article 26 de la Constitution de remettre cette nouvelle loi entre les mains du peuple. Ainsi qu'il est prévu par la Constitution, cette nouvelle loi entrera tout de même en vigueur et le référendum aura lieu «dès que possible».

Si cette loi est approuvée à l'issue du référendum, elle restera bien sûr en vigueur. S'il en va autrement, la loi 96/2009 acceptée par l'Althing le 28 août sur la base des accords avec les gouvernements hollandais et britannique reste en vigueur; elle reconnaît que le peuple islandais ne renie pas ses engagements. Cette loi a été approuvée par l'Althing avec la participation de quatre partis représentés au Parlement, ce que le Président a confirmé dans sa déclaration du 2 septembre.

Maintenant le pouvoir et la responsabilité sont entre les mains du peuple.

Je souhaite bien sincèrement que sa décision apporte au peuple islandais une réconciliation et une prospérité durables et en même temps jette les bases de relations cordiales avec les autres nations.

Fait le 5 janvier 2010 à Bessastaðir,
Ólafur Ragnar Grimsson
(Traduction Horizons et débats)

La responsabilité commune de l'Islande, de la Chine et de la Russie dans l'économie mondiale, la paix du monde et la sécurité internationale

A Madame *Olöf Hrefna Kristjansdóttir*, chargée d'affaires par intérim, 1^{ère} secrétaire d'ambassade de la République d'Islande.

A Son Excellence *Hongbo Wu*, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Chine,

A Son Excellence *Vladimir Kotenev*, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie.

Madame la Chargée d'affaires *Kristjansdóttir*, Votre Excellence *Wu*, Votre Excellence *Kotenev*,

J'ai l'honneur de vous faire part de ce qui suit:

Vos pays sont des nations pacifiques investies d'une responsabilité toute particulière dans la paix mondiale et la sécurité internationale.

Rien ne menace davantage la paix mondiale et la sécurité internationale que la fâcheuse situation économique globale, l'injuste répartition de la richesse et de la pauvreté et les efforts d'alliances contre nature sous la direction des USA pour s'approprier le pouvoir, l'hégémonie et la domination mondiale.

Les moyens mis en œuvre par les USA, l'OTAN et l'Union européenne sont les guerres économiques et militaires en vue d'opprimer les autres nations et de promouvoir leurs intérêts géostratégiques.

Nous nous trouvons ainsi face à une situation qui pourrait contribuer à une complète restructuration des intérêts antagonistes et du rapport de forces global.

Imaginez-vous s'il vous plaît que les points suivants ne sont plus une fiction, en passe de devenir réalité:

- L'Islande déclare qu'elle se retire de l'OTAN et sera désormais un pays neutre;
- L'Islande renonce donc à entrer dans l'Union européenne comme elle en avait fait la demande;

• L'Islande se place sous la protection de deux puissances nucléaires, la Chine et la Russie;

• La Chine et la Russie installent chacune une base militaire sur le sol islandais;

• La Chine et la Russie acquittent en échange de l'usage de ces bases une redevance annuelle qui permet à l'Islande de rembourser rapidement toute la dette extérieure consécutive à la crise bancaire.

Les avantages politiques et stratégiques sont si évidents pour tous les pays concernés que je n'ai pas besoin de les exposer ici.

Aucun inconvénient direct ou indirect n'est à prévoir.

Il serait de la plus haute importance de faire une entorse à la structure de l'OTAN et de positionner une Islande neutre sous protection nucléaire internationale entre les USA et l'Europe.

C'est pourquoi j'espère que l'Islande n'attentera pas à son honneur, à sa fierté et à sa souveraineté en se prêtant aux compromis malsains et aux lâches propositions de médiation de l'ex-Ministre allemand des Affaires étrangères, *Joseph Martin* (alias *Joschka*) *Fischer*, dont les conceptions politiques n'avaient conduit, lorsqu'il était en fonction, qu'à ébranler la paix mondiale et avait causé des dommages incommensurables.

Je profite de l'occasion pour assurer les ambassades de la République d'Islande, de la République populaire de Chine et de la Fédération de Russie de ma parfaite considération.

Le 9 janvier 2010, René Schneider
René Schneider est avocat à Münster
(Allemagne), www.schneider-institute.de
(Traduction Horizons et débats)

Islandia y el carácter demoníaco del dinero

Como uno de los países más ricos del mundo se desmoronó de un día para otro y las lecciones a extraer de ello

por Bruno Bandulet

En el verano del 2006, cuando volé a Islandia para observar el milagro económico en el círculo polar y encontrarme con representantes del banco central y del *Kaupthing*, el banco privado más grande, era inimaginable que esa economía tan desarrollada pudiera desmoronarse en sólo algunos días, en octubre de 2008. El producto nacional bruto (PNB) por habitante era más elevado que el de EE.UU., el de Alemania y del Reino Unido. El sistema de jubilaciones era ejemplar y estaba respaldado por capital; la deuda del estado era sólo del 27% del producto interno bruto (PIB), el presupuesto del gobierno era excedente; la solvencia de los préstamos estatales era AAA (la más alta solvencia), y el sistema fiscal con sus tasas muy elevadas, era un modelo para toda Europa.

Islandia – laboratorio y presagio fatídico

Ciertamente, ya en 2006 el endeudamiento del sector privado y el enorme déficit de la balanza de pagos (ver *Gold&Money Intelligence* agosto/septiembre 2006) significaban riesgos, pero en los dos años siguientes han tenido que sumarse otros factores agravantes, para que el sistema financiero y económico llegara a desmoronarse. En el año 2008, el pequeño país Islandia devino un laboratorio y un presagio fatídico para todo el sistema financiero occidental basado en dinero sin respaldo. Surge la pregunta, si algo similar puede sucederle también a otros países. Sin embargo, los tres grandes bancos privados islandeses no habían participado ni en la burbuja informática que explotó en el 2000, ni habían invertido en papeles inmobiliarios sin valor, que en 2008 produjeron el crash en Europa y EE.UU. En una lista del manager asesor *Arthur D. Little* sobre los bancos europeos más eficientes, *Kaupthing* ocupaba el segundo lugar en 2006. Y aún el 5 de diciembre de 2007, el UBS escribió sobre los mismos bancos que en 2008 quebrarían: «Los bancos están bien administrados y pueden demostrar una balanza positiva como inversores inteligentes».

Como siempre en esos casos, la catástrofe resulta de una combinación de errores propios y ajenos. *Kaupthing* y los otros habían participado en empresas suecas y británicas (por supuesto a crédito) de tal modo que sus activos, antes del colapso, habían ascendido a 200 mil millones de dólares, es decir 11 veces más que el producto interno bruto. La relación fue tan alta como en Suiza, pero muy diferente por dos razones: primero, más de dos tercios de las deudas que se habían acumulado en el sector privado de Islandia (no del gobierno!) consistían en moneda extranjera; segundo, cuando la situación se tornó crítica, no había un banco central que pudiera actuar como prestamista de último recurso. El banco central (*Sedlabanki*) no contaba en 2008 con las necesarias reservas de divisas. No podía imprimir dólares o euros, en todo caso coronas islandesas, pero estas no eran aceptadas para el pago de deudas externas. Entonces, la primera conclusión: cuando una nación tiene un gran déficit en la balanza de pagos y se endeuda altamente con el exterior (que es también el caso de EE.UU.) debería poseer una moneda que sea aceptada a nivel internacional y que ella misma puede fabricar a voluntad. Para EE.UU. el juego se tornará peligroso cuando el exterior no quiera acumular más dólares.

Es fácil de entender por qué Islandia era vulnerable. Pero ella no se cayó por sí sola en el abismo, hubo que empujarla. Y de eso se encargaron los fondos especulativos británicos, y también el gobierno de *Gordon Brown*, la siniestra Albion. *Ásgeir Jónsson*, economista jefe del *Kaupthing Bank* relata en su libro como el drama se puso en escena. El libro está bien traducido y se lee como una novela policial. El autor sabe explicar de manera comprensible aún los hechos complejos.

Lo que resulta interesante es que lo lograron recién en la segunda tentativa. Los fondos especulativos comenzaron con su primer ataque en el invierno de 2005/2006, cuando

la corona islandesa devino la favorita de los *carry traders*, cuando el banco central no hacía nada para frenar la fabricación tan rápida de dinero y cuando la economía y la bolsa estaban peligrosamente recalentadas. *Jónsson* muestra también como los fondos especulativos iban a la caza, como el ataque fue preparado dentro de un club informal de 50 de esos fondos (cotización de los miembros a partir de 50 000 dólares), como la corona y las acciones del banco se vendieron al descubierto y como, paralelamente, la depresión fue atizada con los Credit Default Swaps (contratos de seguros contra pérdidas). Un juego triple en el cual los efectos de los tres instrumentos se reforzaban mutuamente. Esto funcionó un par de meses, hasta que el gobierno islandés reaccionó, en un caso incluso hizo un reclamo oficial, y hasta que la norteamericana *Morgan Stanley* recomendó a sus clientes, de invertir nuevamente en las acciones de los bancos islandeses, porque «no se podía empujar al país hacia la bancarrota». A fines de mayo de 2006, por el momento, la pesadilla había terminado.

Pero como se hizo evidente en 2008, «la crisis de los geysir» de 2006, fue sólo un preludio y un último aviso. Según *Jónsson*, si los bancos hubieran sacado las consecuencias, ellos habrían podido vender sus participaciones financieras en el extranjero «con un beneficio considerable». Pero el trágico fin ya se entrevió el 31 de enero de 2008, cuando un grupo ambiguo de managers de fondos especulativos, invitados por los bancos norteamericanos *Merrill Lynch* y *Bear Stearns*, se encontraron en el *Hotel 101* en Reykjavik. *Jónsson* recuerda que la conversación se hizo cada vez más sarcástica, los managers se jactaban de sus ventas al descubierto y después se trasladaron a un bar donde el vino corría a torrentes, hasta que el primero de ellos quedó tendido en el suelo. La táctica era la misma que en 2006, pero esta vez la ironía de la historia fue que algunos de los bancos norteamericanos que estaban involucrados, quebraron antes que los bancos islandeses.

Después de la quiebra de *Lehman Brothers* en septiembre de 2008, y que el mercado interbancario se había desmoronado, los institutos islandeses no pudieron resistir. El 6 de octubre, el gobierno anunció una ley de emergencia: el 7 de octubre se nacionalizaron *Glitnir* y *Landsbanki* y el 9 de octubre *Kaupthing*. En los últimos días de septiembre, Islandia había vivido una afluencia de gente comparable a la de los años 30. Frente a los bancos en Reykjavik se formaban largas colas de clientes que venían a vaciar sus cuentas, hasta que sólo quedaron pocos billetes de 5000 coronas – el de más alto valor. El gobierno hizo imprimir dinero fresco en el exterior. En el este de la isla hubo pequeñas revueltas entre los trabajadores inmigrantes

polacos, los negocios de productos alimentarios estaban repletos de gente que venían a aprovisionarse, y muchos que desconfiaban del papel moneda, compraban artículos de lujo como botellas de Bordeaux o de cognac y relojes *Rolex*. Ese tipo de pánico casi hubiera podido tener lugar en Europa y EE.UU. Eso demuestra que la aceptación de una moneda sin respaldo es finalmente una cuestión de confianza.

El extranjero niega su apoyo y formula exigencias escandalosas

La *Federal Reserve* norteamericana, el *Bank of England* y el Banco central europeo dejaron a los islandeses abandonados a su suerte.

No sólo eso. La inspección de las finanzas británicas confiscó las operaciones del depósito de *Kaupthing* y empujó a la quiebra a su sucursal *Singer & Friedländer*, la que en septiembre aún nadaba en oro.

Otros capitales islandeses fueron congelados por el gobierno de *Gordon Brown* basándose en la ley antiterrorista de 2001, y el 8 de octubre el primer ministro *Brown* incluso hizo poner el Banco central islandés y el Ministerio de finanzas islandés en la misma lista de terroristas donde ya figuraban Al-Qaida y los talibanes. Desde entonces, la reputación de Londres como bastión de la seguridad del derecho, está gravemente deteriorada. *Gordon Brown* se apresuró en declarar al país «en quiebra», lo que era falso, tanto en ese momento como lo es hoy.

El gobierno de Reykjavik continúa respondiendo por sus deudas, las que ciertamente durante la crisis han aumentado explosivamente; en 2010 se calcula que alcanzarán un punto culminante del 140% del PIB (se calcula que la mitad es en coronas y la mitad en moneda extranjera). Acuciada por Londres, la UE presiona brutalmente para hacer responsable de las deudas de los bancos al gobierno islandés y con ello a los contribuyentes, lo que ningún otro estado soberano aceptaría. No es exagerado de compararlo con el tratado de Versalles y sus consecuencias financieras. Se trataba obviamente de sentar un ejemplo: someter financieramente a toda una generación.

Ahora, gracias al control de los capitales, las presiones sobre la corona han disminuído. En el momento culminante de la crisis, ésta había bajado a 300 con relación al euro, pero últimamente el curso *onshore* (en Islandia) se ha establecido en 184 y *offshore* (en Londres) en aproximadamente 220. Mientras que la economía está todavía en recesión, el balance comercial de Islandia ya es netamente positivo, de manera tal que el país tiene posibilidades de recuperarse en un futuro próximo – siempre y cuando sean equitativas las condiciones de la UE y el FMI para el reembolso de la deuda. Por ejemplo, ¿por qué los

islandeses tendrían que pagar por las deudas extranjeras del *Landsbanki/Icesave* que representan el 60% de la actividad económica del país? Las exigencias británicas son escandalosas e inmorales.

Pero aún en el mejor de los casos, se necesitarán algunos años para que el sistema económico y financiero se estabilice. Los ingresos reales y con ello el nivel de vida han decaído, la desocupación ha llegado al nivel de Alemania. Los más perjudicados son los que poseían reservas de dinero. El mercado de las acciones ha perdido un 95%; en la bolsa, no se negocian casi títulos del país. Pero también los precios reales de las viviendas (adaptados a la inflación) han bajado en un 20% en 2009. Según un pronóstico del banco central, bajarán otro 25% en 2010. Los inversores privados del país que poseían préstamos de empresas han perdido prácticamente todo. Aquellos que habían depositado su dinero en el banco no han perdido en valor nominal pero mucho en valor adquisitivo, a causa de la inflación por momentos muy fuerte, aunque ahora ha disminuído. Las inversiones más seguras eran los préstamos indexados a la inflación, los llamados fondos *HFF*. Los fondos de pensiones sobrevivieron relativamente bien la crisis, porque ellos habían invertido la mitad de su capital en acciones en coronas indexadas a la inflación (y una pequeña parte en acciones extranjeras). La mejor de las inversiones hubiera sido el oro. Pero antes de la crisis, en Islandia casi nadie pensaba en comprar monedas o lingotes de oro; ahora, a raíz del control de capitales no se obtiene oro en la isla, aun cuando no esté prohibido poseerlo. Todos los que en occidente temen lo peor para los próximos años harían bien en estudiar el caso de Islandia. Se puede sacar una serie de enseñanzas útiles.

¿Y los fondos especulativos? Después de haber ganado mucho dinero vendiendo coronas y acciones bancarias al descubierto, han modificado su táctica en el punto culminante de la crisis; ellos compraron préstamos bancarios por sumas irrisorias y pudieron así multiplicar por seis su inversión. Cuando los bancos insolventes hayan sido liquidados, éstos pasan a pertenecer a los acreedores extranjeros, es decir a los poseedores de los préstamos. Siempre hay uno que gana. Los islandeses se solidarizan, leen más libros que nunca, compran sólo artículos del país en lugar de extranjeros, y responden a la crisis con cantidades de recién nacidos. Así reacciona un pueblo que a pesar de todo tiene confianza en el futuro.

Fuente: Gold & Money Intelligence, Bandulet Verlag GmbH, Kurhausstr. 12, D-97688 Bad Kissingen. (Tel: +49 971 68257 Fax: +49 971 69056) www.bandulet.de

(Traducción *Horizons et débats*)



Islandia. (foto mad)

Solutions pour sortir de la crise alimentaire et réaliser davantage de justice sociale

Brochure richement illustrée à propos du Rapport sur l'agriculture mondiale

ef. «Sur le plan mondial il n'y a jamais eu autant de personnes affamées bien que les agriculteurs de par le monde entier produisent plus de vivres que jamais. Selon les estimations de la FAO plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim et deux milliards de malnutrition, due soit à un manque, soit à un surplus de nourriture. Ces chiffres ont tendance à augmenter. La population mondiale atteindra quelque neuf milliards, dans les décennies à venir. Pendant ce temps, des changements climatiques de par le monde mettront l'agriculture devant des défis immenses. L'eau propre, les sols fertiles et la variété des espèces sauvages et cultivées de notre planète sont menacés par certaines formes d'agriculture. Presque 40% de toutes les émissions de gaz à effet de serre sont causées directement ou indirectement par la forme actuelle de production agricole et alimentaire, par le mode de transformation, le transport, la consommation et le recyclage des aliments. L'agriculture est la base de l'existence de quelque 2,6 milliards de personnes, c'est le secteur le plus créateur d'emploi de par le monde et le facteur décisif de l'économie de bien des pays en voie de développement.» C'est ainsi que commence la brochure «Wege aus der Hungerkrise – Die Erkenntnisse des Weltagrарberichtes und seine Vorschläge für eine Landwirtschaft

von morgen» [Des chemins à suivre pour sortir de la crise alimentaire – les résultats du Rapport sur l'agriculture mondiale et ses propositions pour une agriculture de demain].

Pour rendre accessibles les résultats du Rapport sur l'agriculture mondiale à un public plus large, *Benedict Haerlin* (membre du conseil de surveillance d'IAASTD, *International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for development*) et *Tanja Busse* viennent de publier, pour la première fois en allemand, un résumé de 40 pages de ce rapport. Il s'agit d'une brochure informative, soigneusement rédigée et peu coûteuse qui contient les résultats et messages clés du Rapport sur l'agriculture mondiale 2008 de l'IAASTD. Elle a été publiée par les fondations allemandes «Zukunftsstiftung Landwirtschaft» et «Stiftung Eine Welt – Eine Zukunft». Elle montre des résultats et des propositions importants pour surmonter la crise alimentaire et éradiquer la faim.

On y traite des sujets tels que «La faim dans l'abondance», «Les aliments et les pro-

duits qui rendent malade», «L'agriculture fermière et industrielle», «Le marché mondial et la souveraineté alimentaire», «L'eau», «Le climat et l'énergie», «Que faire?»

La brochure qui est très systématique et bien rédigée est riche en infographies, cartes géographiques et images. C'est une base importante du travail dans les familles, les écoles et dans la politique.

Parallèlement les auteurs viennent de monter un site internet (www.agrarbericht.de) où l'on trouve des informations fondamentales et actuelles concernant le Rapport sur l'agriculture mondiale. Le site est considéré comme forum qui invite à participer au débat.



Couverture de la brochure.
(photo www.weltagrарbericht.de)

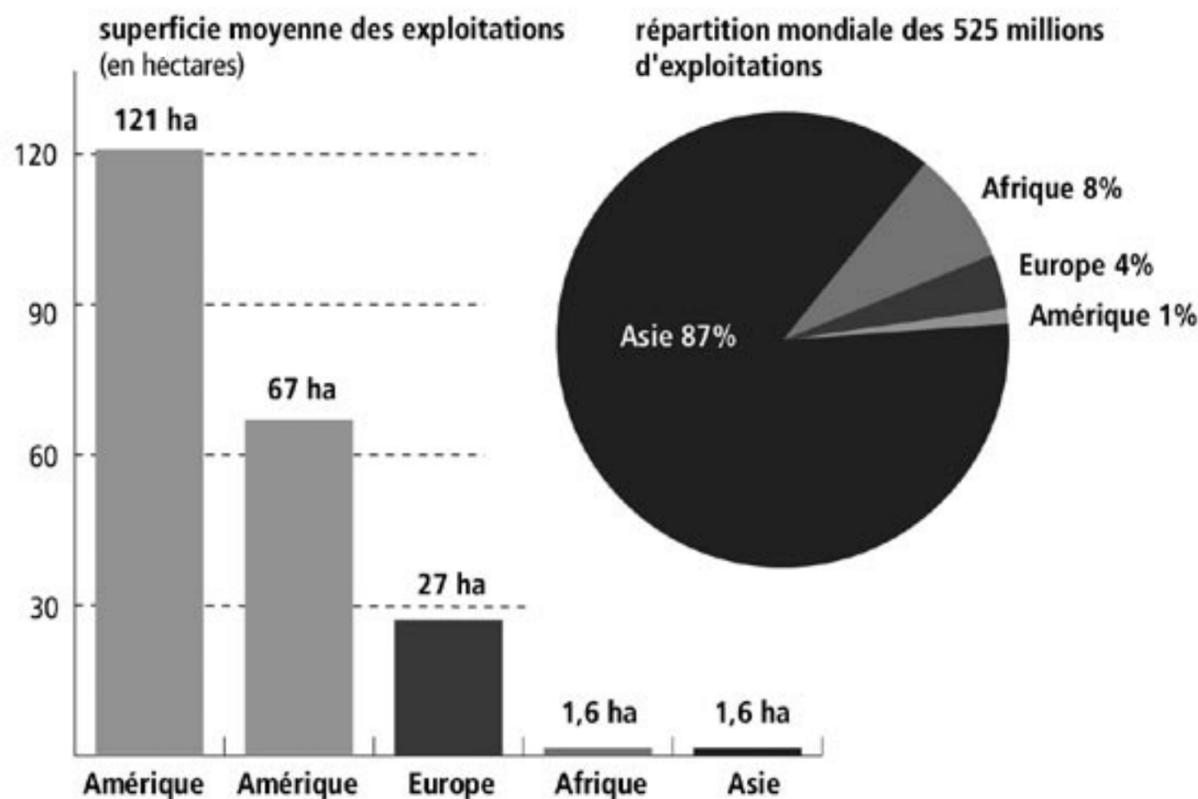
On trouve sur le site www.agassessment.org un résumé en français du Rapport sur l'agriculture qui n'existe qu'en anglais.

La souveraineté alimentaire

«La souveraineté alimentaire, le droit et la possibilité de s'approvisionner soi-même et ses propres communes et communautés d'assez de nourriture saine de manière autodéterminée, c'est pour la grande majorité de ceux qui sont affamés aujourd'hui la démarche décisive pour sortir de la trappe de la pauvreté vers un développement économique et écologique durable. L'autosuffisance et la responsabilité personnelle représentent également le bon modèle pour l'Europe dont la surconsommation est un fardeau pour le monde entier. La viande bon marché et l'agrocarburant en provenance de monocultures pour lesquelles on détruit les forêts pluviales et l'exportation subventionnée d'aliments à prix cassés souvent produits avec des matières premières importées, sont l'avère et le revers de la même médaille. Tous les deux violent la souveraineté alimentaire des pays du tiers-monde grâce à la réglementation de l'OMC, et empêchent le développement d'une agriculture durable.

La souveraineté alimentaire, c'est finalement aussi un bon modèle pour notre propre alimentation. Savoir ce que nous mangeons, et par qui nos aliments sont produits, c'est la base de relations équitables entre les consommateurs et les producteurs et de toute nourriture bonne et saine. La recette de base est simple: des produits non transformés, variés, avant tout végétaux, régionaux, écologiquement et équitablement fabriqués et, autant que possible apprêtés par soi-même et savourés en paix. La reconquête à petits pas et sans acharnement de la souveraineté alimentaire personnelle indépendante des multinationales alimentaires, de la publicité, des experts dans le domaine de l'alimentation, des listes d'additifs et des prix cassés fait partie des démarches les plus efficaces et agréables en route vers la durabilité. Y mettre une proportion un peu plus grande de notre revenu est payant à bien des égards, et cela aide en plus à baisser notre quota de déchets.»

Source: www.weltagrарbericht.de
(Traduction Horizons et débats)



Source: Global nach Nagayets. 2005
Tiré de la brochure à propos du Rapport sur l'agriculture mondiale.
(Infographie traduite par Horizons et débats)

2,6 milliards de personnes, 40% de la population mondiale vivent avant tout de l'agriculture. 85% des 525 millions de fermes au monde travaillent sur moins de deux hectares de terre. Ils produisent la plus grande partie des aliments et cultivent quelque 60% de la surface arable dans le monde entier, souvent les terres les moins bonnes et les moins bien irriguées. Le Taux des petits paysans par rapport à la population mondiale diminue, certes, mais leur nombre absolu continue d'augmenter. La surface totale qu'ils cultivent diminue depuis des années. C'est pourquoi la taille moyenne des fermes les plus petites en Asie et en Afrique diminue. La taille des exploitations agricoles en Europe, en Amérique et en Australie au contraire augmente, tandis que leur nombre diminue massivement. Les chiffres moyens cachent l'écart spécialement frappant entre les grands et les petits paysans en Amérique latine. En Amérique du Nord et en Europe les petites exploitations agricoles dont les propriétaires ne peuvent plus subsister de l'agriculture sont également incluses.

«Continuer comme avant n'est pas une option»

«L'agriculture est aussi de nos jours la source de revenu la plus importante et la branche économique la plus grande du monde. Malgré cela, les gouvernements, les institutions internationales, la recherche agricole officielle ont considéré durant des décennies les milliards de petits paysans, les cultivateurs de subsistance, les bergers, les pêcheurs, et les indigènes qui cultivent souvent sur de toutes petites parcelles la plus grande partie des aliments, comme des «modèles rétrogrades» d'une économie préindustrielle. L'injection d'énormes fonds publics pour subventionner directement ou indirectement certains produits agricoles, des producteurs, des formes de production ou des exportations, une pratique favorisée surtout par les pays industrialisés, influence profondément les coûts

de la production et les prix des produits agricoles sur le plan mondial. L'agriculture industrielle exploite les ressources naturelles de notre planète d'une manière ni raisonnable ni durable. La stratégie fondamentale qui consiste à remplacer le travail humain par les grosses machines agricoles et l'agrochimie, qui consomment de grandes quantités d'énergie fossile, conduit à une impasse en ces temps de changement climatique et de raréfaction des réserves pétrolières. Elle exige d'énormes quantités de pesticides et d'engrais chimique et consomme environ 70% du total de nos prélèvements d'eau douce.

Malgré la surproduction, le modèle industriel de l'agriculture mondialisée est incapable de satisfaire le besoin fondamental des milliards d'êtres humains à

qui il faut une nourriture suffisante et équilibrée. «Continuer comme avant n'est pas une option» est le message central du Rapport sur l'agriculture mondiale. Le nouveau paradigme de l'agriculture du XXI^e siècle est le suivant: les structures de la petite paysannerie sont les garants les plus importants et l'espoir le plus grand pour un approvisionnement alimentaire écologique et durable des 9 milliards d'êtres humains futurs. Le Rapport sur l'agriculture mondiale considère les investissements dans la production de la petite paysannerie comme la chose la plus urgente et le moyen le plus sûr et le plus prometteur pour combattre la faim et minimiser en même temps les effets écologiques nuisibles de l'agriculture.»

Source: www.weltagrарbericht.de
(Traduction Horizons et débats)

L'Office fédéral de l'agriculture répond largement aux demandes de la campagne «diversité pour tous»

L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a pris à cœur l'Année internationale de la biodiversité et a élaboré une proposition de révision de l'ordonnance sur les semences et les plants qui n'interdirait pas certaines variétés appréciées de pommes de terre et d'autres grandes cultures comme c'était le cas dans la version précédente, mais entreprend une démarche audacieuse en direction de la diversité.

Le 13 janvier l'OFAG a convoqué un atelier intitulé «Loi sur les semences – Quo vadis?». Son objectif était de discuter avec des représentants des associations professionnelles, des ONG, des instituts de recherche, des producteurs de semences et des obtenteurs, de la nouvelle proposition de révision de l'ordonnance sur les semences et sur les plants.

«Biodiversité pour tous» se révèle efficace

Avec la campagne «Biodiversité pour tous», *ProSpecieRara*, de concert avec des organisations partenaires, s'oppose depuis mai 2009 à la mise en œuvre d'une réglementation plus stricte de l'ordonnance sur les semences et les plants. Cette mise en œuvre aurait signifié qu'aucune semence de grandes cultures ne figurant pas sur une liste officielle ou ne possédant pas des origines suisses, n'aurait plus pu être mise en circulation. L'offre de variétés en Suisse aurait été grandement réduite et le travail à long terme de *ProSpecieRara* partiellement anéanti.

L'OFAG a soumis une nouvelle proposition aux participants aux ateliers qui est,



La blette rouge. (photos ProSpecieRara)

du point de vue de *ProSpecieRara*, une démarche importante et réjouissante et qui satisfait presque totalement aux revendications de sa campagne.

La proposition de l'OFAG comprend deux nouveaux points importants:

1. Le domaine des amateurs est omis de l'ordonnance. Ce domaine comprend toutes les semences commercialisées en petites portions (sachets de graine) pour un usage privé. Ce domaine ne devrait subir aucune modification par rapport à la pratique actuelle.
2. Pour la branche professionnelle, un nouveau domaine de «variétés de niche» est

créé. Sous les variétés de niche on entend comme avant, toutes les variétés locales et de pays antérieures, et il y sera ajouté sous la demande de *ProSpecieRara*, les groupes de «variétés anciennes» et de «variétés particulières». Les «variétés anciennes» sont des variétés qui sont sorties du catalogue officiel des variétés depuis au minimum deux ans et qui de ce fait ne sont plus officiellement en circulation.

Les «variétés particulières» peuvent être des variétés qui sont si anciennes qu'elles n'ont jamais figuré sur un catalogue officiel des variétés et étaient néanmoins depuis longtemps sur les marchés européens et le sont

toujours. L'OFAG va encore plus loin et ouvre le nouveau domaine de variétés de niche à des obtenteurs de nouvelles sélections qui ne rempliraient pas les conditions strictes de l'inscription dans un catalogue officiel. Ceci à condition que la nouvelle obtention apporte des propriétés originales intéressantes.

La Suisse garde son attitude libérale

Avec ces propositions, l'OFAG pourrait apporter une contribution importante dans le domaine de la conservation et de la promotion de la biodiversité des plantes de culture, et ceci de manière propice durant l'Année internationale de la biodiversité. *ProSpecieRara* et ses partenaires de campagne vont par conséquent soutenir cette démarche de toutes leurs forces. L'ordonnance se trouve dans un processus de consultation jusqu'au 19 février et l'audition des groupes intéressés n'est pas terminée. Ce n'est qu'avec la signature de la conseillère fédérale *Doris Leuthard* en mai 2010 que la nouvelle ordonnance entrera en vigueur et que nous serons réellement soulagés. Si le règlement entre en vigueur, nous pourrions aller plus loin dans le cadre d'une ordonnance qui est plus libérale que les réglementations équivalentes conçues dans l'espace de l'UE. Ce privilège confère à la Suisse vis-à-vis de l'UE l'assurance que les variétés de niche pourront à l'avenir être commercialisées librement à l'intérieur de la Suisse.

Source: Communiqué de presse du 18 janvier 2010
Contact: Béla Bartha, Directeur ProSpecieRara, +41 76 588 73 70, bela.bartha@prospecierara.ch



Variété de tomates.



Chips faits de «Blaue St. Galler».

Noël déchristianisé

Incroyable, mais vrai: Dans toute l'Europe aux fêtes de Noël les Chrétiens s'adaptent «en considération des concitoyens venant d'autres cultures» aux «désirs» des immigrants. La fête est ainsi, là où c'est possible, déchristianisée. En voilà quelques exemples typiques qui devraient nous rendre songeurs dans notre culture chrétienne: Dans plusieurs grandes villes néerlandaises, le Saint-Nicolas n'a plus le droit de porter des symboles chrétiens dans ses entrées en scène. Selon les craintes des politiciens, cela pourrait blesser les sentiments religieux des concitoyens de culture islamique ...

Pour la même raison, les enseignants d'Anvers ont reçu l'ordre de ne pas expliquer du tout aux élèves pendant l'Aveant quelle est la signification de la croix chrétienne. De cette manière l'on veut éviter des tensions religieuses et promouvoir l'intégration (!), a expliqué l'administration scolaire aux enseignants. A Oxford, depuis 2006, le mot «Noël» a été rayé de l'usage de la langue officielle de la ville. Les autorités parlent à la place seulement de la «fête des lumières». Encore plus incroyable est une nouvelle de l'Ecosse: A

Dundee on ne parle plus que d'une «fête de lumière d'hiver» et l'on évite toute référence aux coutumes chrétiennes. Au lieu d'une crèche de Noël il y a maintenant une «boîte à lumières solaires» ...

La maison royale britannique n'envoie déjà depuis un certain temps plus de cartes de Noël, qui étaient autrefois célèbres et restent recherchées par les collectionneurs. Maintenant, on parle de manière lapidaire de «Season's Greetings» (vœux de saison). On fête encore mieux dans la capitale de l'UE. Là, au Palais de justice, il est explicitement défendu aux employés de décorer leur place de travail avec des sujets de Noël. A Bolzano dans le Haut-Adige, les jardinières d'enfants doivent prendre garde de chanter le moins possible des chants de Noël ayant rapport au christianisme, comme par exemple «Voici Noël, ô douce nuit ...»

A Anvers, le maire a été forcé d'accepter que les employées islamiques de la ville puissent porter le foulard pendant leur travail. Autrement, comme les «conseillers» du maire l'af-

firmaient, il faudrait s'attendre à une plainte contre le marché traditionnel de Noël. Celui-ci – de même que la décoration de Noël – ont déjà été supprimés à Llandoverly en Angleterre. La justification officielle ne pourrait pas être plus embarrassante: «... la décoration des arbres est trop dangereuse pour les ouvriers de la ville.» ...

Source: *Vertraulicher Schweizer Brief*, n° 1237 du 9/1/10. (Traduction *Horizons et débats*)

Selon l'UDC, Kreis devrait démissionner

Le 10 décembre 2009, l'UDC a écrit une lettre au conseiller fédéral *Didier Burkhalter* pour lui demander de s'investir en faveur de la destitution de *Georg Kreis*, président de la Commission fédérale contre le racisme. En effet, selon l'UDC, Kreis aurait, lors d'une émission de la télévision alémanique, gravement diffamé les citoyens. Son maintien à la tête de ladite Commission serait inacceptable.

Source: *Vertraulicher Schweizer Brief* n° 1237 du 9/1/10

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellinger

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €
ISSN 1662 – 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Courrier  des lecteurs

Education socialiste, ce n'est pas forcément suivre l'Ecole de Francfort

Christoph Blocher a raison pour l'essentiel dans son article («Famille, éducation et école: un demi-tour s'impose»: *Horizons et débats* n° 1 du 11/1/2010): notre système d'éducation tant privée que scolaire est dans un triste état et bien des parents et des pédagogues ne savent pas quel chemin prendre. M. Blocher met, à mon avis, le doigt sur la plaie.

J'estime, pour ma part, qu'il est important de dévoiler les causes essentielles. M. Blocher ramène toute cette misère au «socialisme». Ce n'est toutefois pas évident. Dans le «socialisme existant réellement» il était impensable d'avoir des situations telles que celles que nous vivons. En RDA par exemple, la discipline a régné jusqu'à la fin. On exigeait des résultats, l'enseignement était bien ordonné et structuré. Cela apparaît dans les manuels dont les matières étaient présentées de façon équilibrée, ce qui nous manque cruellement aujourd'hui. Certes, je ne veux pas mettre en avant l'orientation idéologique des écoles qui était la leur. Ce qui m'intéresse c'est que la RDA échappait à toute influence de l'Ecole de Francfort* qui a eu une influence si désastreuse chez nous après mai 68.

En RDA, il ne serait venu à l'esprit de personnes qu'une direction scolaire claire aboutirait dans le fascisme; pas plus que de prétendre que les vertus telles que l'application, l'ordre, la ponctualité devaient être remises en question, qu'il fallait glorifier le principe hédoniste comme étant révolutionnaire et dénoncer la performance et l'effort comme faisant partie d'un caractère fasciste. Les Allemands de l'Est n'ont découvert ces phénomènes qu'après la chute du Mur, ne comprenant pas



«L'éducation, c'est apprendre ce dont on a besoin pour agir de façon appropriée et humaine et ainsi donner un sens à sa vie.» (photo caro)

ce qui se passait dans leur système scolaire. Un peu partout, en Saxe, en Thuringe, dans le Brandebourg, etc. les populations se désespèrent de voir ce qui se passe dans leurs jardins d'enfants et dans leurs écoles, que les enfants ne bénéficient plus d'une réelle éducation, qu'on ne sait plus leur montrer le chemin, qu'ils n'ont plus l'occasion d'apprendre raisonnablement à l'école. Les Allemands de l'Ouest, s'estimant particulièrement inspirés, ne se sont pas contentés de bouleverser l'économie de la RDA, mais également tout

le système d'éducation, introduisant alors les dogmes de l'Ecole de Francfort.

Il faut encore ajouter à cela l'infiltration de l'économie dans l'éducation. On y a introduit des phénomènes économiques qui en sont parfaitement étrangers. On tient les pédagogues en laisse par des programmes de développement organisationnel, par des évaluations, des classements comparés et des travaux de relations publiques, ils doivent se soumettre à la concurrence, eux-mêmes et leurs écoles. Les enfants doivent être éduqués de telle façon

qu'ils soient disponibles sur le marché mondialisé: «Education pour la guerre et le profit», comme le dit *Ladenthin*. Et c'est le test *Pisa* qui place la barre pour l'éducation – mais quelle éducation, quel type d'humains?*

Volker Ladenthin déclare: «Selon le programme *Pisa*, les élèves ne doivent pas apprendre à s'informer sur le sens de l'apprentissage, mais résoudre des problèmes, n'importe lesquels. Ayant acquis des compétences, selon *Pisa*, l'individu doit pouvoir produire aussi bien des aliments pour bébés que des mines anti-personnelles. Selon les critères de *Pisa* (et d'une école dans cette orientation) les deux tâches sont équivalentes. Elles exigent les mêmes compétences.» («*Neue Ruhrzeitung*» du 18/11/07) Ladenthin s'y oppose, défendant une autre conception: «L'éducation, c'est apprendre ce dont on a besoin pour agir de façon appropriée et humaine et ainsi donner un sens à sa vie.»

A mon humble avis, nous devrions en revenir à l'idéal d'éducation humaniste, viser une formation de l'être humain tout entier, ce qui inclut aussi l'éducation des sentiments.

Marion Baumann, Frauenfeld

* L'Ecole de Francfort est le nom donné, dans les années 1960, à un groupe d'intellectuels allemands réunis autour de l'Institut de Recherche sociale fondé en 1923, de tendance marxiste, n.d.t.

** cf. «Pas d'enseignement au service du profit et de la guerre! – Un plaidoyer contre une école et une université sous le diktat de l'économie.» (Analyse de livre), paru dans *Horizons et débats* n° 1-2 du 14/1/08. [Cette édition est à disposition des personnes intéressées auprès de la rédaction.]

Les premières années au sein de la famille sont d'une importance énorme

C'est avec joie que j'ai lu l'article de *Christoph Blocher*. Cela fait du bien d'avoir un soutien du côté de la politique pour l'importance de l'éducation familiale.

De partout on entend des revendications pour la prise en charge à temps complet de nos enfants. D'abord des crèches aussi tôt que possible, et plus tard les enfants devront passer toute leur scolarité dans des écoles continues. Beaucoup de mères sont obligées pour des raisons financières, ou parce qu'elles élèvent seules leur enfant d'avoir recours à une bonne possibilité de prise en charge. Ça, c'est un côté. De l'autre côté, depuis des années, on veut persuader les femmes et les mères qu'être mère seulement ne remplit pas une existence de femme. Toute femme qui s'estime devrait, bien sûr, à part du grand devoir plein de responsabilité d'être mère, exercer une profession pour ne pas se sentir sans valeur et sans importance. C'est l'œuvre de l'idéologie de 1968 et des nombreuses théories qui en découlent.

Ça fait du bien d'entendre l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher dans sa conférence donner de l'importance au contexte familial pour un adolescent. Pour les premières années de la vie un enfant doit pouvoir rester, si possible, dans la famille. C'est dans les premières années de la vie que le premier attachement de l'enfant à la mère et au père et plus tard aux frères et sœurs est consolidé. Plus tard s'y ajoutent les grands-parents, les oncles et les tantes et ainsi le cercle s'agrandit jusqu'au jardin d'enfants et à l'école. Dans les premières années de sa vie, l'enfant apprend dans sa famille sa langue maternelle et sa culture dans laquelle il grandira, et il développera ainsi les premières racines de sa personnalité psychique. Dans la famille, un enfant apprend à se percevoir lui-même et à se comparer aux autres êtres humains, petits et grands. L'importance du cadre familial, dans lequel se passe le développement physique et psychique de nos enfants, et de plus la haute valeur.

Dans les premières années, l'enfant développe une confiance de base envers ses proches, d'abord envers son papa et sa

maman, les fondements de toute sa vie. La qualité de ce premier attachement joue souvent un rôle décisif pour la question de savoir si, dans des situations difficiles des années plus tard, un être humain sera capable d'avoir recours à cette capacité développée les premières années, à savoir de nouer des relations et des amitiés. Que les premières personnes dans la vie soient de la famille, ou bien les employés d'une crèche ou d'une garderie qui ont des heures de travail fixes et rentrent chez eux après le travail tandis qu'une autre personne prend le relais, cela fait une grande dif-

férence. Cela ne met pas en cause la qualité et l'engagement des éducatrices et éducateurs professionnels. La relation entre les pères et mères et leurs enfants correspond à la nature humaine. La relation naissante dans les premières années de la vie est formée de confiance mutuelle, d'affirmation, d'exemple et de responsabilité. C'est pourquoi beaucoup de mères connaissent la grande importance des liens familiaux. Une grand-mère, une tante ou une cousine peuvent prendre le relais si elle ne peut pas toujours être auprès des enfants.

Depuis plus de 100 ans, des psychologues comme *Alfred Adler* et plus tard *John Bowlby* ont rendu attentif à l'importance énorme de la qualité de l'attachement entre les parents et les enfants. Ils comprennent l'attachement comme fondement psychique, comme confiance fondamentale que les enfants et plus tard les adultes continuent à développer et renforcer. Dans la famille, l'enfant devient un être humain parmi les êtres humains, il apprend une relation sans violence avec ses frères et sœurs et avec d'autres êtres humains, et à développer des relations empreintes de compassion, de compréhension et d'aide mutuelle pour y puiser le courage pour les devoirs de la vie. Lorsque les premières années se déroulent dans un cadre familial et calme, l'enfant a la force et les outils psychiques pour continuer à apprendre à l'école, à développer ses capacités et son savoir. La vie dans notre monde actuel avec les évolutions de la société, les guerres dans beaucoup de pays, exige beaucoup des jeunes et des plus âgés. Avant tout, il faut que les enfants apprennent tôt à résoudre en commun les problèmes de tous les jours et de la société.

Beaucoup de parents et aussi des spécialistes de l'éducation voient avec souci les enfants arrachés de plus en plus tôt à leurs familles. Des places dans des crèches sont offertes déjà à partir de 3 ans et l'entrée à l'école devrait se faire dans toute la Suisse à partir de 4 ans. Il faut souligner encore une fois que pendant les premières années de la vie l'enfant a besoin d'un soutien en sécurité dans l'attachement aux parents à la maison pour atteindre la maturité psychique de pouvoir apprendre à l'école.

Les déficits engendrés, dus au manque de soutien et d'orientation dans les premières années, ne peuvent être rattrapés plus tard que difficilement avec les thérapies offertes de nos jours. Pour cette raison les premières années au sein de la famille ont une importance énorme.

Sonja van Biezen, psychologue

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich